

TIZI-OUZOU

Ali Yahia Abdenour et Mostefa Bouchachi installent la section de la LADDH

Une assemblée constitutive de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme s'est tenue, le jeudi 30 avril, à la maison de la culture Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, sous la présidence de MM. Ali Yahia Abdenour et Mostefa Bouchachi, respectivement président d'honneur et président en exercice de cette tendance opposée à celle dirigée par Hocine Zahouane.

L'assemblée, qui s'est tenue dans le cadre d'une semaine d'activité de l'association RAJ, dont les manifestations culturelles et artistiques ont attiré de très nombreux jeunes, a mis 3 heures pour aboutir à l'élection de 9 membres à bulletins secrets sans discours des deux dirigeants, le temps imparti à la réunion ayant été consommé essentiellement au dépôt des candidatures et au déroulement du scrutin dont le dépouillement a failli, toujours pour faute de temps, être reporté à plus tard et dans un autre lieu.

L'association RAJ a finalement consenti 45 minutes sur le temps de son gala prévu à 13h pour permettre à l'AG constitutive de procéder au dépouillement.

Les deux discours annoncés par Bouchachi, le sien et celui de son prédécesseur à la présidence de l'ADDH, pour clore l'assemblée, n'ont pas eu lieu. Il n'aurait fait, dans le cas contraire, que prêcher aux convaincus.

L'assemblée semble avoir

manqué de préparation, il a fallu attendre 45 minutes, alors que les deux responsables étaient là avant 10h, heure prévue pour l'ouverture de la réunion, pour rassembler une centaine de personnes.

Les adhésions ont été recueillies, dans leur écrasante majorité, sur place suite à la distribution du guide du militant, des fiches d'adhésion et à la signature d'une feuille de présence qui ont servi de critères pour la participation au vote. Il eut 18 candidats, recueillis sur place, 20 si l'on

tient compte de 2 désistements de dernière minute, pour 9 postes à pourvoir. Le premier élu, Aïssa Rahmoune, a eu 68 voix sur 79 votants ; le dernier, Mouzaoui Ali, étudiant en droit, l'a été avec 34 voix.

A la proclamation des résultats du vote, Rahmane Mourad, 11e candidat sur la liste, s'est levé pour dénoncer violemment l'opération qui, selon ses propos, aurait été réglée d'avance.

Il se retire bruyamment refusant d'entendre la réponse des membres du bureau des élections et de «cautionner l'injustice» dont il aurait été victime, il n'a recueilli que 15 voix. Approché en aparté pour préciser sa pensée, il dénonce la mainmise du FFS sur la LADDH et récusé l'étiquette de militant du PT qui lui a été collée. Je me suis retiré du PT,

je suis un militant sans attache partisane, nous dit-il, précisant qu'il est poète originaire des Ouacifs.

Les élus ont choisi leur responsable, celui qui a recueilli le plus grand nombre de voix, dans la cour de la maison de la culture et à main levée toujours en présence des deux présidents de la Ligue qui furent, par ailleurs, très entourés et sollicités par les présents à la fin de la réunion.

Signalons pour terminer que la section de Tizi-Ouzou est l'avant-dernière structure régionale qu'installe cette ligue à travers le pays, il ne reste plus que celle de Béjaïa à mettre en place, selon maître Bouchachi qui affirme avoir déjà installé celles de l'est et de l'ouest du pays.

B. T.

Terreur au campus universitaire de Boukhalfa

L'insécurité règne dans le campus universitaire de Boukhalfa, selon un groupe d'étudiants présents à l'assemblée constitutive de la Ligue de défense des droits de l'homme, LDDH, qui signalent deux agressions à l'arme blanche le mercredi 29 avril, en plein jour et dans un amphithéâtre à les en croire.

Les agressions de ce genre se multiplient, d'après eux, contre les étudiants des deux sexes dans le but de les détrousser de leurs biens : sacs, bijoux, argent et portables.

Les agressions qui se déroulaient à l'extérieur, et en fin de journée, sont à l'origine de la présence d'éléments de la police.Ces agressions surviennent maintenant, selon les mêmes

étudiants, à l'intérieur de l'enceinte universitaire, elles seraient même plus fréquentes à cause de l'impuissance des policiers dont l'objectif, disent-ils, ne semble pas être protéger les étudiants contre les assaillants extra-universitaires, mais de surveiller et de rendre compte de ce que font les étudiants.

Nos interlocuteurs semblent terrorisés par ces malfaiteurs qui, disent-ils, ont paralysé, suite aux coups de couteau qui lui ont été portés aux membres inférieurs, un étudiant qui a tenté de se défendre. L'éventualité d'une action à déterminer au cours d'une assemblée générale n'est pas exclue par les mêmes sources.

B. T.

Les réquisitionnés pour la présidentielle attendent d'être payés

Les transporteurs, les restaurateurs et autres réquisitionnés durant la campagne électorale pour la présidentielle du 9 avril attendent toujours qu'on veuille bien leur payer les prestations de service qu'on leur a fait faire.

A l'exception de ceux du chef-lieu qu'on aurait payé sans trop attendre, craignant dit-on des débordements qui pourraient

survenir, les transporteurs, les restaurateurs et autres réquisitionnés des 66 commune courent toujours derrière les directeurs de campagne de leurs communes pour obtenir leur dû.

Ils sont d'ailleurs chaque jour très nombreux à venir à la maison de la culture pensant pouvoir joindre le directeur de campagne au niveau de la wilaya pour réclamer ce qu'on leur a promis et qu'on

leur doit. Leurs démarches se sont avérées vaines jusqu'à cette fin de mois. Le directeur de campagne, directeur de la culture et de la maison de la culture seraient introuvables au niveau de cette dernière institution.Aux incessantes réclamations des concernés, interrogés par nos soins, on répond qu'il n'y a plus d'argent. Jusqu'à quand ? Personne ne le sait.

B. T.

MARCHE DE PROTESTATION DU PST À BÉJAÏA

«Le 1^{er} Mai n'est pas un aïd ya Sidi-Saïd mais une journée de lutte des travailleurs»

Le Parti socialiste des travailleurs (PST) a choisi de célébrer dans la protestation la Journée mondiale des travailleurs, jeudi, à travers une marche dans la ville de Béjaïa.

Les militants du PST entendent ainsi rappeler à la Centrale syndicale de l'UGTA que le «1er Mai n'est pas un aïd ya Sidi-Saïd mais une journée de lutte des travailleurs». Un slogan qui sera repris à tue-tête par les manifestants. Ils étaient quelques 500 personnes à répondre à l'appel du PST pour une action de rue sous le mot d'ordre «Le 1er Mai 2009, rebâtir le camp des travailleurs !».

Ouverte par un étendard à l'effigie de Che Guevara, la marche s'est ébranlée de la maison de la culture sous des cris hostiles aux politiques libérales du pouvoir. «A bas la répression liberté d'expression ; «Naqaba hourra dimocratia» ;

«Bouteflika-Ouyahia houkouma irhabia !» ; «Kamikaz-harragas, programme de Bouteflika !» ont été autant de slogans repris par les protestataires tout au long du parcours menant de la maison de culture vers le siège de la wilaya, point de chute de la manifestation.

Les marcheurs brandissaient également des banderoles où l'on pouvait lire des mots d'ordre réclamant des droits sociaux, «le plein-emploi», «un salaire décent, une retraite décente pour tous», «pain, travail et démocratie» et dénonçant aussi la politique précaire de l'emploi menée par le gouvernement : «halte à l'arbitraire» ; «ni CPE ni la DAS on veut un travail décent

pour tous». Devant le siège de la wilaya, en fin de parcours de la marche de protestation, les deux membres de la direction nationale du PST, en l'occurrence Kamel Aïssat et Sadek Akrouf qui est également l'actuel maire de Barbacha, ont pris la parole pour appeler à la constitution d'un large front pour «une alternative anticapitaliste, démocratique et socialiste» tout en fustigeant les «politiques libérales du pouvoir» qui ne profitent, soutiennent-ils avec force, qu'aux «puissances étrangères».

Par ailleurs, dans une déclaration appel à la manifestation de protestation à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale des travailleurs, le PST a estimé que «rien ne changera sans une lutte organisée et consciente de

toutes celles et tous ceux qui subissent cette misère».

«Les politiques libérales du pouvoir en place continuent d'aggraver le quotidien des larges masses populaires algériennes, les produits de première nécessité deviennent un luxe, les entreprises ferment.

Toutes les libertés sont bafouées. Les travailleurs ont besoin d'urgence de construire l'instrument syndical qui organise leur résistance.

Les masses populaires ont besoin d'un grand parti qui représente leurs aspirations et qui rebâtissent l'espoir pour que sur le crise béante du capitalisme mondial renaisse un autre monde sans exploitation ni oppression», lit-on dans la déclaration du PST.

A. Kersani

INSPECTION DU TRAVAIL DE BOUIRA

752 visites de contrôle et d'inspection pendant le 1^{er} trimestre

L'inspection du Travail de la wilaya de Bouira a effectué pendant le 1er trimestre de l'année en cours 752 visites de contrôle et d'inspection au niveau des entreprises privées relevant des secteurs du BTPH, des services, de l'industrie et de l'agriculture. D'après M. Lyani Mohamed, chef de service évaluation et synthèse au niveau de l'inspection de Bouira, ces visites concernent le travail illégal, l'amélioration des conditions du travail, le respect des placements à partir des bureaux locaux de main- d'uvre et, enfin, l'utilisation de la main-d'uvre étrangère. Ainsi, au total, ce sont 11 414 travailleurs qui ont été contrôlés au niveau de 752 entreprises privées.

Concernant le contrôle d'affiliation à la Cnas, des brigades mixtes de l'inspection du Travail et de la Cnas ont effectué, toujours selon M. Lyani, 701 contrôles dans des organismes privés et ont touché quelque 8 707 travailleurs.

A la fin de ces sorties, 30 PV d'infraction ont été dressés totalisant 91 travailleurs non déclarés à la Cnas, c'est-à-dire travaillant au noir.

Par ailleurs, au sujet des conflits individuels ou collectifs, l'inspection du Travail de la wilaya a reçu, toujours pendant la même période, 1 014 plaintes se répartissant comme suit : secteur du BTPH avec 780 plaintes, les services avec 181, l'industrie avec 40 et l'agriculture avec 13 plaintes.

Toutes ces plaintes, affirme l'inspection du Travail qui a pu traiter 827 affaires en dressant 22 PV de conciliation et 733 autres de non-conciliation, tournent autour de l'intégration et des indemnités de licenciement, ainsi que des primes et indemnités. Là, notons que parmi toutes ces plaintes, 6 émanaient d'étrangers travaillant au niveau de la wilaya. Parlant des travailleurs étrangers, et parce que dans la wilaya de Bouira il existe 16 sociétés étrangères qui emploient au total 5 407 travailleurs dont 1 135 étrangers, notre interlocuteur dira que ses services ont effectué 9 vistes au niveau de 8 entreprises étrangères et ont pu contrôler 3 718 travailleurs dont 1 096 étrangers. Aucune infraction n'a été cependant relevée au niveau de ces entreprises. Enfin, et s'agissant de la réception du public et des organismes, pour des besoins de conseils et d'orientations, l'inspection du Travail a enregistré pendant cette période 1 035 visiteurs dont 404 sont des employeurs ou leurs représentants, 92 représentants des travailleurs et 539 travailleurs.

Enfin, et parce que le rôle de l'inspection du Travail est également la sécurité des personnes et la sauvegarde des vies humaines, des sorties de sensibilisation quant à l'obligation des entreprises de se doter de départements, de commissions ou simplement de cadres spécialisés dans l'hygiène et la sécurité de l'entreprise s'effectuent régulièrement, selon nos interlocuteurs.

Y. Y.

BORDJ-BOU-ARRERIDJ

L'UGTA au rendez-vous du 1^{er} Mai

A l'instar des festivités à l'échelle nationale, à l'occasion de la Journée internationale des travailleurs, l'UGTA était au rendez-vous, à Bordj Bou-Arreridj, pour la mise en valeur de l'évènement, à travers toute une série d'activités aussi significatives les unes que les autres, à commencer par un discours du secrétaire général de wilaya, membre du conseil national, A. Adel, dans lequel il a parlé de l'épopée de la lutte syndicaliste à travers les grandes stations historiques de l'activité de l'UGTA, ainsi que son rôle capital dans l'adhésion à la politique nationale. En marge de l'évènement, il a été organisé un cross sur une petite boucle d'environ 4 km, à travers les artères principales du centre-ville, auquel avaient participé les autorités de plusieurs secteurs.

Saâdène Ammara